

CHACUN POUR SOI. — CHACUN CHEZ SOI.

Défense
de la morale,
de la famille
et de la propriété.

L'ÉPOQUE

Plus d'utopies.
Abolition
du socialisme.

JOURNAL DES HONNÊTES GENS.

Acquittement de Louis Blanc. — Décret sur les attroupements.
— Grève des chemins de fer. — Grande réunion des délégués
de l'épicerie. — Horrible complot contre l'Assemblée nationale.
— Expulsion de l'ex-famille royale d'Angleterre. — Aneries
socialistes.

AVIS.

La direction de l'Époque, après s'être adressée à de nombreux propriétaires, s'est vue forcée de renoncer à établir ses bureaux pendant que durerait l'anarchie et les mouvements tumultueux de la capitale. Les propriétaires, qui, tous sympathisent, du reste, complètement avec l'esprit de la rédaction, craindraient d'attirer sur leurs bâtiments les excès des factions. Espérons que cet état violent, si opposé à la liberté individuelle, ne durera pas; puissions-nous être assez heureux pour y coopérer et accélérer le dénouement de la crise. — Nous comptons sur M. le Préfet de police!

Nous prions ceux qui auront des communications à nous faire, de nous les adresser par la voie de l'affichage sur les monuments publics.

ACQUITTEMENT DE LOUIS BLANC.

Malgré tout mon respect pour l'Assemblée nationale, je ne crains pas de le dire, elle a fait une déplorable école en acquittant Louis Blanc. Elle ne l'a que trop senti elle-même, et voilà que j'entends parler des honneurs de la vice-présidence pour MM. Portalis et Landrin. Il est bien temps, maintenant qu'ils ont donné leur démission de magistrats! En retrouvera-t-on d'aussi bons? C'est une question.

Il s'agissait bien de savoir jusqu'à quel point Louis Blanc était d'accord avec les hommes du 15 mai. Et n'était-il pas sur toutes leurs listes, le petit malheureux? Louis Blanc, mais c'est le drapeau vivant de l'organisation du travail, cette idée malencontreuse qui nous créa tant d'embarras. Louis Blanc, c'était tout à l'heure le socialisme dans le gouvernement, c'est aujourd'hui le socialisme dans l'opposition, le socialisme, assis à la porte des affaires, assis, comme un remords, sur le passage des ex-dictateurs de l'Hôtel de Ville. Au pouvoir, hors du pouvoir, toutes les espérances coupables, absurdes, impossibles de la classe ouvrière se sont toujours ralliées à son nom. Il nous dévorera si nous ne le dévorons. Écrasons l'infâme!

N'a-t-il pas, le misérable, au mépris de toute pudeur, fait asseoir de simples ouvriers dans ces fauteuils vénérés que la pairie, l'auguste pairie laissait encore chauds? Ne leur a-t-il pas fait accroire qu'ils devaient être un jour émancipés de ce qu'ils appellent, eux autres, la tyrannie du capital? Folie sans nom! Renversement de toutes les positions prises par nous! La popularité dont il jouit auprès de ces hommes qui ne veulent plus maintenant se contenter de leur sort, cette popularité funeste ne fait-elle pas de lui un danger toujours présent, une épine au pied de la société? Voilà ce qu'il fallait voir. L'assemblée ne l'a pas vu.

Les hommes politiques ne se jugent pas comme les hommes ordinaires. A-t-on demandé à César si Antoine avait été ou non son compère, en lui présentant une couronne, quand on l'a immolé dans le sénat? Jules Favre lui-même, l'auteur présumé de la circulaire Ledru-Rollin, Jules Favre, cet avocat si révolutionnaire, a mieux compris la situation que ses collègues les modérés; il a senti où il fallait frapper, et en homme de cœur, il a marché droit sur le monstre. Honneur à Jules Favre! Des sympathies plus honorables le consoleront de celles qu'il a pu perdre en cette circonstance.

Mais enfin ce qui est différé n'est pas perdu. Que faut-il pour purger l'Assemblée de cet élément mauvais? Une occasion.

Il s'en présentera, gardez-vous d'en douter.

ODILON PINCHON.

On lit dans une feuille incendiaire, le Représentant du peuple:

« Senard de Rouen, Senard, l'avocat à la voix d'outre-
a tombe enrhumé du cerveau, Senard le président tout
« nerfs, Senard l'ami de Marrast, remplace Buchez ce
« mois-ci.

« Comme la ville de Rouen va être fière. Elle a fourni
« un président à l'Assemblée nationale. »

Certes elle va être fière! et elle en a le droit. Buveurs de sang! Bougez maintenant, faites des attroupements, organisez des banquets.

ON LE BATTRA, LE RAPPEL!!!

M. Bastide vient de donner sa démission de ministre des affaires étrangères. Nous ne le regrettons pas. Il paraît certain que M. Bastide avait été le seul d'abord dans le conseil des ministres qui se fût opposé à la demande de mise en accusation de Louis Blanc. Il aurait voté pour les conclusions de la commission, uniquement par déférence pour l'avis de ses collègues qui ont viré de bord sans le prévenir.

La plaisanterie n'est pas mauvaise. Il est bon que de temps en temps il arrive de ces petits désagréments aux hommes qui, comme M. Bastide, nous ont menés où nous en sommes.

Albert est à l'ombre — et d'un.

Crémieux se retire — et de deux.

Louis Blanc vient d'échapper; mais on le retrouvera.

On vous apprendra à faire des gouvernements provisoires!

Enfin! nous allons donc respirer à l'aise. Le décret que nous attendions si impatiemment sur les attroupements vient d'être présenté à la chambre.

Il n'y a que dix articles; mais ils sont bons.

L'article 3 déclare attroupement armé celui où « plusieurs des individus qui le composent sont porteurs d'armes apparentes ou cachées. »

Pour l'attroupement armé (art. 5), la peine est de 6 mois à 2 ans de prison après la première sommation; de 2 ans à 5 ans après la deuxième; de 5 ans à 10 ans de réclusion si l'on attend l'emploi de la force. « Dans tous les cas, les coupables seront interdits de leurs droits civiques. » Et allez donc! mes gaillards.

Cela va donner à réfléchir aux curieux qui se hasardent dans les rassemblements sans savoir si les mauvais citoyens, qui sont là, n'ont pas des couteaux-poignards dans leur poche.

Il y a un article surtout qui me plaît, l'article 7.

« Toute provocation à un attroupement, armé ou non armé, par discours, écrits imprimés, affichés ou distribués, sera puni comme le crime ou le délit ci-dessus établi. »

Allez maintenant à vos clubs, vils agitateurs. Faites vos journaux, affichez à votre aise: vous êtes libres. On ne touchera pas à ces droits malfaisants, puisque vous êtes si chatouilleux à cet endroit. Mais prenez garde à la manière de s'en servir. Rappelez-vous Dupoty, votre cher Dupoty. Je ne vous dis que cela.

L'Assemblée a décidé qu'il y avait urgence, et elle a bien fait.

A la bonne heure! une république comme cela nous en voulons bien.

Comité des délégués de l'Épicerie et du Commerce des Vins.

Le président est au fauteuil: sur le bureau sont déposés plusieurs exemplaires d'une lettre au baron Rotschild, et un millier de manifestes ayant pour titres: LIGUE DU SALUT SOCIAL, COMMERCE VÉRIDIQUE. L'assemblée est nombreuse.

Le président prend la parole.

Honorables confrères,

L'épicerie de Paris fait près de 100 millions de bénéfices, année commune. Le commerce des vins atteint, dépasse même ce chiffre. Le mouvement énorme de fonds qu'exigent ces industries est la source la plus féconde de la richesse générale. (Oui! oui!) Eh bien! messieurs, c'est à nous, c'est au commerce des vins que l'anarchie déclare une guerre à mort.

On dit que nous empoisonnons le peuple, nous sommes une minorité avide, égoïste, sans pitié pour ses frères! Aux capitalistes, aux marchands en gros et petit gros, aux débiteurs, qui tous emploient un si grand nombre de bras et répartissent sur tant de têtes les 100 millions de bénéfices, insuffisante indemnité de nos sueurs, à notre organisation savante qui multiplie le travail en multipliant les intermédiaires, on veut substituer (écoutez! écoutez!) douze centres de vente pour Paris (oh! oh! cris) occupant chacun un très-petit nombre d'employés (rires ironiques), vendant les produits naturels, sans aucune préparation et sans bénéfices (c'est trop fort! assez! assez!), ce qui détruit tout progrès et met sur le pavé une foule de braves jeunes gens que le travail garantit contre la misère et les séductions des anarchistes... (Bravo!)

Et l'odieuse auteur de cette utopie subversive nous appelle des PARASITES, des FRELONS, des EMPOISONNEURS!.. (Interruptions violentes, le tumulte est effroyable.)

Je vais vous citer, messieurs, quelques passages de ce libelle incendiaire. (Assez! assez! les conclusions! les conclusions!)

M. le président. Je vais vous lire nos conclusions.

« Le comité,

« Attendu,

« Que le café est un produit de luxe, nécessaire seulement aux riches ou aux personnes aisées, qui ont à digérer rapidement un diner confortable, afin de pouvoir souper dans la soirée;

« Que la production du café étant restreinte, il est convenable d'en limiter l'usage à la consommation des classes riches;

« Que d'ailleurs un épiciériste philanthrope a inventé le café-chicorée, liquide rafraîchissant que l'ouvrier peut prendre avant ou après le repas, sans que la digestion soit troublée;

« Que la chicorée-café rapproche les classes en faisant participer l'ouvrier aux jouissances de la vie, sans épuiser ses ressources.

« Attendu,

« Que les vins naturels sont bons seulement pour les oisifs qui n'ont pas besoin de réparer leurs forces;

« Que pour l'ouvrier, au contraire, après un repas peu substantiel, ou même en l'absence de toute alimentation, le vin, allumé par l'alcool, est un réconfortant salutaire.

« Sans spécifier davantage.

« Déclare

« L'épicerie et le commerce des vins s'organisent en ligue pour le triomphe des saines doctrines.

« L'épicerie continuera à préparer les produits de toute espèce, de manière à les mettre à la portée de toutes les bourses.

« Le commerce des vins de Paris est engagé à préparer, à mixer, à chimifier, à travailler les vins, afin de les rendre plus excitants et d'augmenter ainsi la force productrice de la nation.

« Ces deux industries sont encouragées à prélever,

comme par le passé, un bénéfice honnête sur leurs opérations.

Le comité déclare enfin que, pour faire concevoir la science à l'accroissement de notre richesse et à l'amélioration du sort des ouvriers,

« Il est fondé deux prix annuels de 10,000 fr. à accorder au chimiste qui trouvera le moyen :

« 1° De faire du café sans café et sans chicorée ;

« 2° De faire du vin sans eau, sans mélasse et sans alcool ;

« Le tout à un prix de revient minime.

« Si les anarchistes tentent d'établir un magasin, la ligue de l'épicerie et du commerce des vins les écrasera par la concurrence. »

Les conclusions sont adoptées avec enthousiasme.

Vive l'épicerie ! vive la ligue !

Une voix. Vous venez de sauver la patrie !

LA GRÈVE DES CHEMINS DE FER.

On lit dans la *Liberté* du 5 :

« On assurait qu'hier les ouvriers mécaniciens et autres employés à l'exploitation du chemin de fer de Versailles à Saint-Germain, sont venus annoncer à M. Pe-reire qu'à dater de lundi, ils cesseraient leurs travaux. « Ils ont déclaré, en outre, que cette résolution, prise dans le club la Fraternelle, devait s'étendre à tous les chemins de fer en exploitation. »

C'est une grève de tous les chemins de fer dont on nous menace, ni plus ni moins !

Voilà où nous conduisent ces détestables chimères de droit au travail, de liberté du travailleur, d'association ! Comment ! les négociants, les propriétaires, les touristes, l'élite de la société, en un mot, ne pourront pas vaquer à leurs affaires, parce que MM. les chauffeurs, mécaniciens, conducteurs et autres menus salariés ne sont pas contents de leur position !...

Où s'arrêteront les exigences de ces forcenés ?... Ne vont-ils pas jusqu'à demander (on nous l'assure du moins) à être désormais considérés comme associés dans l'exploitation du chemin de fer, et à recevoir une part proportionnelle dans les bénéfices.

N'ont-ils pas l'audace de dire que le concours de leurs bras est aussi nécessaire pour le moins au succès de l'entreprise que l'argent des banquiers ; que le métier de mécanicien est aussi difficile et beaucoup plus dangereux que celui d'administrateur ?

Qui donc a pu leur mettre de pareilles idées dans la tête ?

Conseil à un Journal honnête.

Nous sommes tout à fait d'accord avec le journal de M. de la Valette, qui est bien réellement dans la bonne voie. Il nous semble cependant qu'il fustige en ce moment avec trop de verve les hommes du *National*. Assurément, nous ne devons pas les conserver : ce sont eux qui ont fait tout le mal. Mais ils pourraient être encore dangereux, à l'heure qu'il est, s'ils venaient à se porter en sens inverse. Que l'Assemblée nationale modère pour un peu de temps ses attaques. Il ne faut pas trop effrayer son monde.

Une Scène à la Conciergerie.

La scène se passe à la Conciergerie. On amène un prévenu dans l'affaire du 15 mai.

Le juge d'instruction. — Mon cher monsieur, nous avons déjà des notes sur votre compte.

Le prévenu. — Comment cela, citoyen juge ?

Le juge d'instruction. — Vous avez déjà été arrêté deux fois les armes à la main, mon cher monsieur.

Le prévenu. — Impossible, citoyen. Depuis la révolution de février, je n'ai pris mon fusil que pour aller monter la garde.

Le juge d'instruction. — Pas de mauvaises plaisanteries. Vous avez été pris en avril 1834 et en mai 1839.

Le prévenu reste court ; il marmotte entre ses dents :

« Ce n'est pas ta faute, si l'on ne m'a pas pincé en février. »

L'impertinent ! N'est-il pas déplorable de penser que l'on aura toujours affaire aux mêmes hommes. Les voilà encore une fois aux prises avec nos dignes magistrats.

Décidément, il faut en finir.

Nouveaux détails sur l'horrible complot contre l'Assemblée nationale.

Chacun sait qu'il existe sous le palais de la chambre des députés d'immenses caveaux, dans lesquels on ne peut parvenir que par une entrée faite, comme à la Banque, pour un seul homme à la fois.

Des malfaiteurs, au nombre de 500, se seraient introduits par les égouts existant sous les caveaux de la chambre, et au moyen de trous pratiqués dans la partie supérieure de ces égouts, auraient fait parvenir plusieurs barils de poudre, afin de faire sauter la chambre des députés.

Malheureusement on ne peut porter le moindre empêchement à la réussite de cet infâme complot, personne

n'osant s'aventurer dans ces caveaux, de peur d'y être massacré. Nous proposons donc de noyer immédiatement les poudres et les malfaiteurs, au moyen de pompes à incendie. Il est entendu que le pompier du 15 mai sera tenu de marcher au feu le premier.

M. MOUTARÉOLE.

La *Liberté* donne en tête de son numéro de dimanche la lettre suivante que nous avons lue avec un vif plaisir :

Rueil, 4^{er} juin 1848.

« Monsieur le rédacteur,

« Aujourd'hui, il s'est présenté un homme glissant dans mon bataillon la liste de candidats que je vous remets sous ce pli :

« Caussidière, Pierre Leroux, Proudhon, Raspail, Thoré, etc.

« J'ai fait mettre immédiatement cet individu en état d'arrestation : il est entre les mains de la gendarmerie, etc., etc.

« Le commandant du 45^e bataillon de garde mobile.

« Signé : MOUTARÉOLE. »

Le 15^e bataillon est entre bonnes mains, et nous l'en félicitons sincèrement.

Pourquoi n'a-t-on pas pris partout de semblables mesures ?

Hélas ! il n'est que trop vrai que cette liste infâme a été colportée dans tout Paris avec une audace incroyable.

Tous les mauvais journaux l'ont reproduite effrontément : nous espérons qu'ils n'ont pas accès dans le quartier de Rueil, si bien gardé par M. Moutaréole.

Des misérables ont osé l'afficher sur les murs de la capitale : nous voulons croire que les jeunes mobiles, confiés à M. Moutaréole, ne se permettent point de lire de semblables énormités.

Que fait donc le gouvernement ? A quoi pense-t-il ? Il voit, il se tait, et n'agit pas. La courageuse conduite de M. Moutaréole le ramènera-t-elle au sentiment de ses devoirs ?

Nous ne saurions trop engager tous les chefs de corps, tous les chefs de poste, tous les officiers, sous-officiers, caporaux et soldats de toute arme, tous les gardes nationaux, tous les gendarmes, tous les gardiens de Paris, à suivre le bel exemple que vient de leur donner M. Moutaréole.

Quand on a le malheur d'être soumis à des libertés aussi ridicules que celles que l'on nous a imposées, il faut que tout bon citoyen prenne la généreuse initiative du salut de la patrie.

On parviendra ainsi à les rendre sans effet, en attendant que l'on puisse enfin s'en débarrasser.

Ah ! si l'on pouvait mettre aussi la main sur les scélérats qui n'ont pas craint de squiller l'urne électorale en y glissant cette abominable liste !

Nous proposons d'ouvrir une souscription pour offrir QUELQUE CHOSE D'HONNEUR à M. Moutaréole.

CORRESPONDANCE.

A Monsieur Odilon Pinchon, le Rédacteur de l'*Epoque*, Sentinelle avancée de l'opinion publique, j'ai cru devoir prendre l'initiative d'une institution qui aura l'approbation de tous les honnêtes gens. Vous êtes leur organe, et j'attends de vous aide et protection.

Effrayé de la funeste publicité que les anarchistes donnent à leurs attaques furibondes, je viens de fonder une vaste entreprise de désaffichage, pour supprimer les annonces qui portent atteinte à l'honneur des illustrations politiques bien pensantes.

J'ai commencé hier mes opérations en faisant lacérer à mes frais les affiches contre MM. Thiers et Dupin, insolamment placardées sur tous les murs de Paris.

Je vous prie d'annoncer qu'au prix de deux francs le mille, je me charge :

1° De désafficher dans tout Paris ;

2° De changer adroitement le sens de certaines proclamations, en collant avec dextérité une bande de papier sur les phrases dangereuses.

Exemple : Je ne suis pas républicain de la veille.

E. DE GIRARDIN.

Affiche modifiée : Je ne suis pas républicain.

E. DE GIRARDIN.

Vous le voyez par ce spécimen, JE DONNE A CHACUN LE COURAGE DE SON OPINION.

Agréez, Monsieur le rédacteur, l'expression de ma considération très-distinguée.

DUVERGIER,

Rue de l'Homme-Armé, n° 20.

MORT DE LOUIS-PHILIPPE.

On écrit d'Angleterre que lord Palmerston a donné ordre à l'ex-famille royale de quitter la Grande-Bretagne, par suite d'une supercherie qui vient d'être découverte.

Il paraît que Louis-Philippe était mort deux jours après sa scur, mais que, vu les circonstances politiques, on lui avait substitué un individu très-connu dans Paris pour sa ressemblance avec l'ex-roi.

L'empereur d'Autriche est devenu tout à fait fou. Il regarde tous ceux qui l'approchent et leur dit : « Voilà un beau paletot, beau paletot, beau paletot ; » puis leur tourne le dos !

Une fraction considérable de représentants s'est réunie au Château-Rouge. Il a été fortement question de transporter le siège du gouvernement hors de Paris. Les quatre villes qui ont obtenu le plus de suffrages sont Quimper-Corentin, Landerneau, Brives-la-Gaillarde et Carpentras.

Cette détermination nous paraît un peu hasardée dans les circonstances actuelles.

Causeries honnêtes et bourgeoises, aux Champs-Élysées.

Qu'avait fait M. Crémieux pour être ministre ?

— Parbleu, rien.

— Si fait : en 1830, chargé de plaider pour les ministres de Charles X, ne trouvant rien à dire, il s'est trouvé mal.

En 1848, il a été à l'Hôtel de Ville et s'est PARTAGÉ LE POUVOIR.

Avant-hier, il a lâchement abandonné le parti de l'ordre en votant pour Louis Blanc.

Faites donc des crèches, des salles d'asile, donnez-vous de la peine pour élever ces enfants du peuple, et tous ces petits loups font plus tard des révolutions, et viennent un jour déchirer la main qui les a nourris.

Que tenez-vous là ?

— L'*Aimable Faubourien*, journal de la canaille.

— Quel abominable titre ! Si j'étais procureur de la République, je poursuivrais le rédacteur.

— Pourquoi donc ?

— Comment, pourquoi ? mais ne voyez-vous pas que son but est d'exciter la haine entre les classes de la société.

ANERIES SOCIALISTES.

Nous extrayons l'article suivant d'un ouvrage socialiste publié sous le titre ridicule de *Fausse industrie* :

On fait croire aux badauds que c'est le corps législatif seul, qui établit les impôts ; mais le commerce en établit bien d'autres, sans la sanction des chambres. Nous allons en trouver trois milliards, en sus des légaux.

Et d'abord cent cinquante millions d'impôt sur la belle France, par la vente de l'eau déguisée en vin.

Cette vente d'eau s'élève dans Paris à vingt millions par an, et pour la France, on peut estimer la vente d'eau à cent cinquante millions, non compris l'eau glissée dans le lait et divers liquides. Un fabricant de vins et liqueurs me disait un jour : « J'ai dans ma cour une pompe qui me rend dix mille francs par an » ; je lui répondis : « Cela est aisé à concevoir ».

Sans ces fraudes, comment pourrait subsister l'immense quantité de marchands de vin, cabaretiers, épiciers, traiteurs, cafetiers, etc. ; la libre concurrence élève le nombre des marchands au quadruple, et parfois au décuple du nécessaire ; mais cet accroissement numérique de vendeurs n'augmente pas la consommation, et démolit les marchands. Dix épiciers vivaient à l'aise dans telle ville, gagnaient honnêtement, étaient solvables ; leur nombre s'est accru depuis que la philosophie prêche l'amour du trafic ; au lieu de dix on en a vu bientôt vingt, puis trente et quarante. Leur débouché est donc réduit au quart ; et pourtant leurs frais de concurrence et séduction, sont bien plus forts, les boutiques plus recherchées et plus coûteuses, item l'éclairage et l'étalage ; il faut, derrière des vitraux élégants, présenter le savon et le fromage sous cloche, les denrées en bocaux de cristal, en vases de porcelaine : c'est une dépense double ; comment la couvrir avec un débouché réduit au quart ? il n'est qu'un moyen, TROMPER, transformer l'huile de pavot en huile d'olive, et ainsi du reste.

Et malgré ce bénéfice frauduleux, bon nombre sont ruinés par la mévente et les frais ; de là les faillites devenues si fréquentes par la faculté d'établissement sans garantie de moyens. Un débutant se fait illusion, il espère obtenir la vogue ; il n'y parvient pas, son magasin est négligé, ses paiements sont ralentis, les grossiers lui refusent crédit, et ses châteaux en Espagne finissent par une faillite. Ainsi l'excès de concurrence poussant les négociants à tous les excès, devient une boîte de Pandore, un volcan à banqueroute, à fourberies, pronées par les hommes du progrès.

L'intermédiaire est donc la sangsue du fabricant et du consommateur, ainsi que du consommateur. Les hausses en général n'éclatent que lorsque l'intermédiaire a fait en tapinois sa raffle, son accaparement. C'est toujours le producteur qui est frustré. Nos économistes ne disent mot de ce désordre ; ils confondent pêle-mêle, fabricant et négociant, sous la dénomination vague de commerce ; ces deux classes ont pourtant des intérêts bien opposés ; et dans le choc, c'est toujours le fabricant qui pâtit, surtout en achat de matières.

CH. FOURIER.

BERNARD.

Paris. — Imprimerie CLAYE et TAILLEFER, 7, rue Saint-Benoît.